

Considérant que la répartition du Fonds spécial de l'aide sociale constitue un élément important du système de financement des activités des centres publics d'aide sociale et qu'il importe dès lors de fixer sans délai les critères de cette répartition pour l'année 1980;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre, Adjoint à la Communauté française et de Notre Secrétaire d'Etat à la Communauté flamande.

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Pour l'année 1980, le Fonds spécial de l'aide sociale est réparti entre les centres publics d'aide sociale de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale au prorata des quotes-parts que les communes concernées ont obtenues, pour l'année 1979, dans les répartitions visées aux articles 1, alinéa 1er, 1° et 3°, 3, 4, 5, 6 et 7 de l'arrêté royal du 15 décembre 1978 fixant les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région bruxelloise, modifié par l'arrêté royal du 19 février 1980.

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de la liquidation des montants revenant à chaque centre public d'aide sociale.

**Art. 3.** Notre Ministre, Adjoint à la Communauté française et Notre Secrétaire d'Etat à la Communauté flamande, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 avril 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre, Adjoint à la Communauté française,  
J. DESMARETS

Le Secrétaire d'Etat à la Communauté flamande,  
R. STEYAERT

Overwegende dat de verdeling van het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn een belangrijk element is in het financieringssysteem van de activiteiten van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en dat derhalve de normen voor deze verdeling voor het jaar 1980 onverwijld dienen te worden bepaald;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister, Adjunct voor de Franse Gemeenschap en van Onze Staatssecretaris voor de Vlaamse Gemeenschap,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Voor het jaar 1980 wordt het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn van het tweetalig Gebied Brussel-Hoofdstad omgeslagen, evenredig met de aandelen die de betrokken gemeenten voor 1979 hebben verkregen in de verdelingen bedoeld in de artikelen 1, lid 1, 1° en 3°, 3, 4, 5, 6 en 7 van het koninklijk besluit van 15 december 1978 tot vaststelling van de regelen inzake omslag van het deel van het Gemeentefonds dat aan de gemeenten van het Brusselse Gewest toevallt, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 februari 1980.

**Art. 2.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de vereffening van de bedragen die aan elk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn toekomen.

**Art. 3.** Onze Minister, Adjunct voor de Franse Gemeenschap en Onze Staatssecretaris voor de Vlaamse Gemeenschap zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 april 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister, Adjunct voor de Franse Gemeenschap,  
J. DESMARETS

De Staatssecretaris voor de Vlaamse Gemeenschap,  
R. STEYAERT

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 81 — 837

23 AVRIL 1981

Arrêté royal fixant les compétences ministérielles pour les affaires de la Région wallonne

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'arrêté royal du 4 décembre 1980 fixant les compétences ministérielles pour les affaires de la Région wallonne, modifié par l'arrêté royal du 14 avril 1981;

Vu l'arrêté royal du 6 avril 1981 portant nomination des membres du gouvernement;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 1981 fixant la composition des Exécutifs des communautés et des régions;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, remplacé par l'article 18, de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu que l'article 69 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles prescrit qu'en l'absence de délégations en son sein, l'Exécutif délibère collégalement de toutes affaires de sa compétence;

Considérant la nécessité d'organiser des délégations afin d'assurer dès que possible le fonctionnement de l'Exécutif dans de bonnes conditions;

Considérant que la détermination des compétences de chacun de ses membres permettra une organisation efficace de ces délégations;

Vu la nécessité de permettre à l'Exécutif de fonctionner dans de bonnes conditions et donc de déterminer les compétences de chacun de ses membres;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Région wallonne, Président de l'Exécutif régional wallon, et de l'avis de l'Exécutif régional wallon,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** § 1. Cet arrêté est uniquement applicable aux matières qui sont de la compétence de la Région et telles qu'elles sont définies aux articles 6, 7, 13 et 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ainsi qu'à l'article 47 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles.

§ 2. Les compétences visées aux articles 2 à 4 du présent arrêté s'exercent dans le respect des articles 68, 69 et 70 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ainsi que de l'arrêté royal du 24 mars 1972 relatif aux Secrétaires d'Etat, à l'exception de l'article 4 de ce dernier.

**Art. 2.** M. Jean-Maurice Dehousse, Président de l'Exécutif et Ministre de la Région wallonne, est compétent dans les affaires régionales pour :

- la coordination de la politique de l'Exécutif;
- l'élaboration du budget régional et le contrôle budgétaire;
- l'organisation du Ministère de la Région wallonne;
- l'informatique et la statistique régionale;
- les relations extérieures;
- certaines matières relatives à l'aménagement du territoire, à savoir :

1° le plan régional d'aménagement du territoire, le tracé et l'implantation de la grande infrastructure;

2° l'acquisition, l'aménagement, l'équipement de terrains à l'usage de l'industrie, de l'artisanat et des services ou d'autres infrastructures d'accueil aux investisseurs, y compris les investissements pour l'équipement des zones industrielles avoisinant les ports et leur mise à la disposition des utilisateurs;

3° la rénovation urbaine;

4° la rénovation des sites d'activité économique désaffectés;

— la politique de l'énergie;

— les pouvoirs subordonnés, en ce compris la tutelle administrative sur les pouvoirs subordonnés et la fixation du pourcentage à attribuer au Fonds spécial de l'aide sociale;

— la politique de l'emploi.

Art. 3. M. Melchior Wathelet, Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale wallonne et au Logement, est compétent dans les affaires régionales pour :

— la rénovation rurale et la conservation de la nature;

— le logement;

— la politique économique;

— la recherche appliquée.

Art. 4. M. Guy Coëme, Secrétaire d'Etat à l'Environnement, à l'Aménagement du Territoire et à l'Eau pour la Wallonie, est compétent dans les affaires régionales pour :

— sous réserve des compétences du Président énumérées à l'article 2, l'aménagement du territoire, notamment :

1° l'urbanisme et l'aménagement du territoire à l'exception du plan régional d'aménagement du territoire, du tracé et de l'implantation de la grande infrastructure;

2° les plans d'alignement de la voirie communale;

3° la politique foncière;

— l'environnement, y compris l'enlèvement et le traitement des déchets;

— la politique de l'eau, y compris les nappes d'eau souterraines.

Art. 5. M. Jean-Maurice Dehousse et M. Guy Coëme sont conjointement compétents pour la signature des plans de secteur.

Art. 6. Chaque membre de l'Exécutif est compétent pour la création, l'organisation et le contrôle des institutions ou établissements dans les matières qui relèvent de sa compétence.

Chaque membre traite librement avec le Conseil économique régional pour la Wallonie et la Société de Développement régional pour la Wallonie pour ce qui concerne ses compétences.

Art. 7. L'arrêté royal du 4 décembre 1980 fixant les compétences ministérielles pour les affaires de la Région wallonne, modifié par l'arrêté royal du 14 avril 1981, est abrogé.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 6 avril 1981.

Art. 9. Notre Ministre de la Région wallonne, Notre Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale wallonne et au Logement et Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement, à l'Aménagement du Territoire et à l'Eau pour la Wallonie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 23 avril 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Région wallonne,

J.-M. DEHOUSSE

Le Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale wallonne  
et au Logement,

M. WATHELET

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,  
à l'Aménagement du Territoire et à l'Eau pour la Wallonie,

G. COËME

GLEICHLAUTENDE ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 81 — 837

23. APRIL 1981

Königlicher Erlass zur Festlegung der Zuständigkeiten der Minister für die Angelegenheiten der wallonischen Region

BAUDOUIN, König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unseren Gruss.

Aufgrund von Artikel 29 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund des königlichen Erlasses vom 4. Dezember 1980 zur Festlegung der Zuständigkeiten der Minister für die Angelegenheiten der wallonischen Region, abgeändert durch den königlichen Erlass vom 14. April 1981;

Aufgrund des königlichen Erlasses vom 6. April 1981 zur Ernennung der Regierungsmitglieder;

Aufgrund des königlichen Erlasses vom 7. April 1981 zur Festlegung der Zusammensetzung der Gemeinschafts- und Regionalexekutiven;

Aufgrund der am 12. Januar 1978 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, Absatz 1, der durch Artikel 16 des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen ersetzt wurde;

Aufgrund von Artikel 69 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, das beim Fehlen von Delegationen innerhalb der Exekutive eine kollegiale Beratung über alle Angelegenheiten, für die die Exekutive zuständig ist, anordnet;

Aufgrund der Notwendigkeit, Delegationen zu organisieren, um sobald wie möglich die Funktionsfähigkeit der Exekutive unter guten Bedingungen zu gewährleisten;

Aufgrund der Tatsache, dass die Festlegung der Zuständigkeiten aller ihrer Mitglieder eine wirkungsvolle Gestaltung dieser Delegationen ermöglichen wird;

Aufgrund der Notwendigkeit, der Exekutive zu ermöglichen, unter guten Bedingungen arbeiten zu können und demnach die Zuständigkeiten aller ihrer Mitglieder festzulegen;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Auf Vorschlag Unseres Ministers der wallonischen Region, Vorsitzender der wallonischen Regionalexekutive, und aufgrund des Gutachtens der wallonischen Regionalexekutive,

Haben Wir beschlossen und verordnen Wir :

Artikel 1. § 1. Dieser Erlass ändert einzig und allein Anwendung auf die Angelegenheiten, für die die Region zuständig ist

und die in den Artikeln 6, 7, 13 und 87 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen sowie im Artikel 47 des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen definiert sind.

§ 2. Die in den Artikeln 2 bis 4 des vorliegenden Erlasses erwähnten Zuständigkeiten werden unter Einhaltung der Artikel 68, 69 und 70 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen sowie des königlichen Erlasses vom 24. März 1972 über die Staatssekretäre mit Ausnahme von Artikel 4 dieses Erlasses ausgeübt.

**Art. 2.** Herr Jean-Maurice Dehousse, Präsident der Exekutive und Minister der wallonischen Region, ist in den regionalen Angelegenheiten zuständig für :

- die Koordinierung der Politik der Exekutive;
- die Ausarbeitung des Regionalhaushaltsplanes und die Haushaltskontrolle;
- die Organisation des Ministeriums der wallonischen Region;
- die Datenverarbeitung und die regionale Statistik;
- die ausländischen Beziehungen;
- gewisse Angelegenheiten in bezug auf die Raumordnung, nämlich :

1° der regionale Raumordnungsplan, der Entwurf und die Standortbestimmung der grossen Infrastruktur;

2° die Anschaffung des Anlagen und die Ausstattung von Gelände, das zu Industrie-, Handwerks- oder Dienstleistungszwecken benutzt wird, oder von sonstigen Infrastrukturen für die Aufnahme von Investoren, einschliesslich der Investitionen für die Ausstattung von Industriezonen, die in der Nähe von Häfen liegen, und deren Zurverfügungstellung für Benutzer;

3° die Städtesanierung;

4° die Sanierung von stillgelegten Betriebsanlagen;

— die Energiepolitik;

— die untergeordneten Behörden einschliesslich der Verwaltungsaufsicht über die untergeordneten Behörden und der Festlegung des Prozentsatzes der dem Sonderfonds der Sozialhilfe zuzuweisen ist;

— die Beschäftigungspolitik.

**Art. 3.** Herr Melchior Wathelet, Staatssekretär für die wallonische Regionalwirtschaft und für das Wohnungswesen, ist in den regionalen Angelegenheiten zuständig für :

- die Neugestaltung ländlicher Gebiete und den Naturschutz;

- die Wohnungspolitik;
- die Wirtschaftspolitik;
- die angewandte Forschung.

**Art. 4.** Herr Guy Coëme, Staatssekretär für Umwelt, Raumordnung und Wasser für Wallonien, ist in den regionalen Angelegenheiten zuständig für :

— unter Vorbehalt der unter Artikel 2 aufgezählten Zuständigkeiten des Präsidenten, insbesondere der Raumordnung :

1° den Städtebau und die Raumordnung mit Ausnahme des regionalen Raumordnungsplanes, des Entwurfes und der Standortbestimmung der grossen Infrastruktur;

2° für die Fluchtlinienpläne der Strassen- und Wegenetzes der Gemeinde;

3° für die Bodenpolitik;

— die Umweltpolitik, einschliesslich des Abtransportes und der Verarbeitung von Abfällen;

— die Wasserpolitik, einschliesslich der unterirdischen Wasserflächen.

**Art. 5.** Herr Jean-Maurice Dehousse und Herr Guy Coëme sind gemeinsam für die Unterzeichnung der Sektorenpläne zuständig.

**Art. 6.** Jedes Mitglied der Exekutive ist für die Schaffung, Organisation und Kontrolle der Institutionen oder Einrichtungen in den Angelegenheiten zuständig, die zu seinem Zuständigkeitsbereich gehören.

Jedes Mitglied verhandelt frei mit dem regionalen Wirtschaftsrat der Wallonie und der regionalen Entwicklungsgesellschaft der Wallonie, was seine Zuständigkeiten betrifft.

**Art. 7.** Der königliche Erlass vom 4. Dezember 1980 zur Festlegung der Zuständigkeiten der Minister für die Angelegenheiten der wallonischen Region, abgeändert durch den königlichen Erlass vom 14. April 1981, ist aufgehoben.

**Art. 8.** Der vorliegende Erlass gilt op dem 6. April 1981.

**Art. 9.** Unser Minister der wallonischen Region, Unser Staatssekretär für die wallonische Regionalwirtschaft und für das Wohnungswesen und Unser Staatssekretär für Umwelt, Raumordnung und Wasser für Wallonien sind — jeder in seinem Bereich — mit der Ausführung dieses Erlasses beauftragt.

Erlassen zu Motril — Spanien, am 23. April 1981.

## BAUDOUIN

Von Königswegen :

Der Minister der wallonischen Region,

J.-M. DEHOUSSE

Der Staatssekretär für die wallonische Regionalwirtschaft und für das Wohnungswesen,

M. WATHELET

Der Staatssekretär für Umwelt, Raumordnung und Wasser für Wallonien,

G. COEME

—  
VERTALING  
—

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST  
—

N. 81 — 837

23 APRIL 1981

Koninklijk besluit houdende vastlegging van de ministeriële bevoegdheden voor de aangelegenheden van het Waalse Gewest

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 december 1980 houdende vastlegging van de ministeriële bevoegdheden voor de aangelegenheden van het Waalse Gewest, gewijzigd bij koninklijk besluit van 14 april 1981;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 april 1981 houdende benoeming van de leden van de Regering;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 1981 houdende samenstelling van de Executieven van de Gemeenschappen en van de Gewesten;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, eerste paragraaf, vervangen door artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het feit dat artikel 69 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bepaalt dat bij ontstentenis van delegaties in haar schoot, de Executieve over alle zaken die tot haar bevoegdheid behoren collegiaal beraadslaagt;

Overwegende de noodzaak delegaties te organiseren ten einde zo spoedig mogelijk de werking van de Executieve in gunstige omstandigheden te verzekeren;

Overwegende het feit dat de vaststelling van de bevoegdheden van elk van haar leden een doeltreffende organisatie van deze delegaties mogelijk zal maken;

Gelet op de noodzaak de Executieve in staat te stellen in gunstige omstandigheden te werken en dus de bevoegdheden van elk van haar leden vast te stellen;

Gelet op de hoogdringendheid;

Op de voordracht van Onze Minister van het Waalse Gewest, Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, en op het advies van de Waalse Gewestexecutieve,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1. § 1.** Dit besluit is enkel van toepassing op de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van het Gewest behoren zoals ze op de artikelen 6, 7, 13 en 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen alsmede op artikel 47 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen omschreven zijn.

§ 2. De in de artikelen 2 tot 4 van dit besluit bedoelde bevoegdheden worden uitgeoefend met inachtneming van de artikelen 68, 69 en 70 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen alsmede van het koninklijk besluit van 24 maart 1972 betreffende de Staatssecretarissen, met uitzondering van artikel 4 van dit laatste.

**Art. 2.** De heer Jean-Maurice Dehousse, Voorzitter van de Executieve en Minister van het Waalse Gewest, is bevoegd voor de volgende gewestzaken :

- de coördinatie van het beleid van de Executieve;
- de voorbereiding van de gewestelijke begroting en de controle over het budget;
- de organisatie van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- de informatica en de gewestelijke statistiek;
- de buitenlandse betrekkingen;
- bepaalde aangelegenheden betreffende de ruimtelijke ordening, namelijk :

1° het Gewestelijk Plan van Ruimtelijke Ordening, het tracé en de vestiging van de grote infrastructuur;

2° de verkrijging, aanleg en uitrusting van gronden voor industrie, ambachtswezen en diensten of van andere onthaalinfrastructuren voor investeerders, met inbegrip van de investeringen voor de uitrusting van industriezones bij de havens en de beschikbaarstelling daarvan voor de gebruikers;

3° de stadsvernieuwing;

4° de vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimte;

— het energiebeleid;

— de ondergeschikte besturen, met inbegrip van de uitoefening van het administratief toezicht op de ondergeschikte besturen en van de vaststelling van het percentage dat aan het Bijzonder Fonds voor maatschappelijk welzijn wordt toegekend;

— het tewerkstellingsbeleid.

**Art. 3.** De heer Melchior Wathelet, Staatssecretaris voor de Waalse Streekeconomie en Huisvesting, is bevoegd voor de volgende gewestzaken :

— de landinrichting en het natuurbehoud;

— de huisvesting;

— het economisch beleid;

— het toegepast wetenschappelijk onderzoek.

**Art. 4.** De heer Guy Coëme, Staatssecretaris voor Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Water voor Wallonië, is bevoegd voor de volgende gewestzaken :

— onder voorbehoud van de op artikel 2 opgesomde bevoegdheden van de Voorzitter, de ruimtelijke ordening, namelijk :

1° de stedenbouw en de ruimtelijke ordening met uitzondering van het Gewestelijk Plan van Ruimtelijke Ordening, het tracé en de vestiging van de grote infrastructuur;

2° de rooiplannen van de gemeentewegen;

3° het grondbeleid;

— het leefmilieu, met inbegrip van de ophaling en verwerking van afvalstoffen;

— het waterbeleid, met inbegrip van de ondergrondse waterlagen.

**Art. 5.** De heer Jean-Maurice Dehousse en de heer Guy Coëme zijn gezamenlijk bevoegd voor de ondertekening van de gewestplannen.

**Art. 6.** Elk lid van de Executieve is bevoegd voor de oprichting, de organisatie en de controle van de instellingen of inrichtingen in de materies die zijn bevoegdheden aangaan.

Elk lid staat vrij in zijn handelingen met de Gewestelijke Economische Raad voor Wallonië en de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor Wallonië wat zijn bevoegdheden betreft.

**Art. 7.** Het koninklijk besluit van 4 december 1980 houdende vastlegging van de ministeriële bevoegdheden voor de aangelegenheden van het Waalse Gewest, gewijzigd bij koninklijk besluit van 14 april 1981, wordt opgeheven.

**Art. 8.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 6 april 1981.

**Art. 9.** Onze Minister van het Waalse Gewest, Onze Staatssecretaris voor de Waalse Streekeconomie en Huisvesting en Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Water voor Wallonië zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 23 april 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van het Waalse Gewest,

J.-M. DEHOUSSE

De Staatssecretaris voor de Waalse Streekeconomie  
en Huisvesting,

M. WATHELET

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,  
Ruimtelijke Ordening en Water voor Wallonië,

G. COËME